



Robert Pedde Building
2717 Wentz Avenue
Saskatoon, SK S7K 4B6
p: (306) 652-9465
f: (306) 664-6226
email: nfu@nfu.ca

The Honourable Sean Fraser, MP
Minister of Immigration, Refugees and Citizenship Canada
minister@cic.gc.ca

30 August 2022

The National Farmers Union (NFU) is optimistically awaiting the Ministry's proposal to expand the economic immigration stream to allow workers of all skill levels pathways to permanent residency. We were particularly encouraged to see that [Parliamentary Motion M-44](#) specifically mentioned creating pathways to permanent residency for essential agricultural workers.

The NFU is Canada's national farm organization committed to family farms. Promoting agroecology and food sovereignty for 50+ years, the NFU does not waver in our vision for farmers, eaters, and the earth, embedded in social and economic justice in Canada and internationally.

Seasonal agricultural workers have provided invaluable economic and social contributions to Canada for over 67 years now. To continue to deny them access to the privileges and rights of living in this country in the face of their monumental contributions to our economy and our farm businesses is unjust.

Just this past month [Garvin Yapp](#), 57, a Jamaican migrant farmworker, died while working on an Ontario farm. Yapp had been employed seasonally in Canada for the past 35 years but was never offered the option of becoming a Canadian citizen.

Given that migrant farmworkers annually account for [up to 20%](#) of all agricultural labourers in the country, it is clear that they are essential and **permanently** needed to maintain food production in Canada. Without citizenship, and arriving under the Seasonal Agricultural Worker Program (SAWP) or the Temporary Foreign Worker Program (TFWP), they are denied many of the labour and mobility rights that Canada upholds internationally as the conditions for a free and democratic country.

Ensuring agricultural workers are part of an economic immigration stream will go a long way to lessening the sector's reliance on unjust and unsustainable temporary foreign worker programs.

As the Ministry of Immigration, Refugees and Citizenship considers the expansion of the economic immigration stream in response to Parliamentary Motion M-44, the NFU encourages the Ministry to ensure that any expansion creates pathways for permanent residency for the 50,000+ skilled foreign agricultural workers who make Canada their (temporary) home every year.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JP', written in a cursive style.

Jennifer Pfenning

Farmer, Chair of the NFU's Migrant Worker Solidarity Working Group

L'Honorable Sean Fraser, député fédéral et ministre

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

minister@cic.gc.ca

30 août 2022

L'Union nationale des fermiers (UNF) attend avec optimisme la proposition du ministère d'élargir le volet immigration économique de sorte à permettre aux travailleurs de tous les niveaux de compétence des voies d'accès à la résidence permanente. Nous sommes particulièrement encouragés de voir que la [Motion parlementaire M-44](#) mentionnait spécifiquement la création de voies d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs agricoles essentiels.

L'UNF est l'organisme agricole national du Canada qui se consacre aux fermes familiales. Faisant la promotion de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire depuis plus de 50 ans, l'UNF ne déroge pas de sa vision pour les fermiers, les mangeurs et la Terre, qui est intrinsèquement liée à la justice sociale et économique au Canada et à l'échelle mondiale.

Les travailleurs agricoles saisonniers ont fait des contributions économiques et sociales inestimables au Canada depuis plus de 67 ans. Il est injuste de continuer à leur refuser l'accès aux privilèges et aux droits de vivre dans ce pays, étant donné leurs contributions monumentales à notre économie et à nos entreprises agricoles.

Durant le dernier mois, [Garvin Yapp](#), 57 ans, un travailleur agricole migrant jamaïcain, est mort pendant qu'il travaillait sur une ferme en Ontario. Yapp fut employé comme travailleur saisonnier au Canada au cours des 35 dernières années, mais on ne lui a jamais offert l'option de devenir un citoyen canadien.

Étant donné que les travailleurs agricoles migrants représentent [jusqu'à 20 %](#) de tous les travailleurs agricoles au pays, il est clair qu'ils sont essentiels et qu'on a besoin d'une manière **permanente** afin de maintenir la production alimentaire au Canada. Sans la citoyenneté, et en arrivant sous l'égide du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) ou du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTÉT), on leur refuse plusieurs des droits en matière de travail et de mobilité que le Canada soutient à l'échelle internationale comme étant les conditions d'un pays libre et démocratique.

En s'assurant que les travailleurs agricoles fassent partie de la composante de l'immigration économique, cela va accomplir beaucoup pour réduire la dépendance du secteur sur des programmes injustes et insoutenables pour les travailleurs étrangers temporaires.

Alors qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pense à élargir la composante de l'immigration économique en réaction à la Motion parlementaire M-44, l'UNF encourage le ministère de s'assurer que toute expansion va créer des voies d'accès à la résidence permanente pour les quelques 50 000+ travailleurs agricoles étrangers compétents qui font du Canada leur domicile (temporaire) à chaque année.

Bien à vous,



Jennifer Pfenning

Farmier, NFU Migrant Worker Solidarity Working Group (MWSWG)